



MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2015/120

ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT ET D'OCCUPATION DE VOIRIE

5 rue du 11 Novembre 1918 - 83143 LE VAL

N° 2015/120

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) :

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention, Police Municipale et Personnel Communal à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint au Maire ;

Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande de l'entreprise **POLYLOC** représentée par Monsieur **ROGER Daniel** domicilié chemin de Bramefan- 83143 LE VAL, concernant des travaux au n°5, rue du 11 Novembre 1918 – 83143 LE VAL ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1: par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire, est autorisé à stationner un camion VL, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés, de 08 heures à 17 heures, ainsi qu'une benne à gravats du lundi 20 juillet au lundi 17 août 2015 aux abords du n°5, rue du 11 novembre.

ARTICLE 2: Le pétitionnaire est chargé de mettre en place une signalisation conforme à la législation afin de prévenir les usagers de la gêne occasionnée.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire s'engage à ne pas entraver la circulation des autres véhicules, à faciliter le passage des véhicules d'intervention et de secours et à maintenir et à sécuriser le passage des piétons.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire s'engage, dès la fin des travaux, à remettre le domaine public dans son état initial de propreté.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégât aux domaines public et privé.

ARTICLE 6 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 7: Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le 20 JUL. 2015

Fait au Val, le 17 Juillet 2015

L'adjoint Délégué à la Sécurité
Xavier GIRAUD